



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

MANOSQUE, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GEOSEL MANOSQUE

PASSAIRE ST MARTIN

CS 90024

04107 MANOSQUE

04100 Manosque

Références : D/SPR/GP/N°1382/2023

Code AIOT : 0006405518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOSEL MANOSQUE
- PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 Manosque
- Code AIOT : 0006405518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité du site est le stockage en cavités salines souterraines d'hydrocarbures liquide (produits raffinés et brut notamment).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites inspection (foudre, eau)
- Rejets de COV
- Sécheresse et PSH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suites inspection – PDI	Inspection du 07/07/2022 Constat n°1*	/	Sans objet
8	Gerep – Eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point Planning opération lessivage	PAC du 30/05/23	/	Sans objet
2	Bilan nomenclature / classement	PAC du 30/05/2023	/	Sans objet
4	Suites inspection – Pompes en circuit ouvert	Inspection du 07/07/2022, article Constat n°2	/	Sans objet
5	Suites inspection – Foudre	Inspection du 29/09/2022, article Constat n°1	/	Sans objet
6	COV	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44	/	Sans objet
7	Eau – Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article /	/	Sans objet
9	Suites incident bisulfite	Inspection du 23/01/2023	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une bonne connaissance de ses installations et de la réglementation associée. Les différentes thématiques abordées sont correctement prises en compte. Les remarques issues des précédentes inspections (foudre, incident bisulfite, COV, refroidissement, PDI..) ont été prises en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point Planning opération lessivage

Référence réglementaire : PAC du 30/05/2023
Thème(s) : Autre, Projet Lessivage Cavité
Prescription contrôlée : L'exploitant a détaillé dans son Porter à connaissance PAC MAN DIR AHE 23 0093 (et dans son complément MAN-HSE-OCO-23-0138) le planning du projet « lessivage » pour restauration de capacité de la cavité K. Ce Porter à connaissance a été acté par l'inspection après analyse des impacts induits. L'objet du présent point est de vérifier, à quelques semaines du démarrage des opérations, que les conditions opératoires envisagées sont toujours garanties. Il sera vérifié sur le terrain que l'emplacement de l'implantation de la collecte de 8 pouces sur 150ml doit garantir l'absence d'impact envers la biodiversité, et l'absence de nécessiter de défrichement, tel que présenté dans le dossier.
Constats : L'exploitant a présenté le planning actualisé du projet. Les opérations de lessivages devraient débuter au cours du premier semestre 2024. L'exploitant a intégré à son planning une adaptation des prélèvements afin de respecter d'éventuelles restrictions dans le cadre de l'arrêté sécheresse interdépartemental. Le mode opératoire prévu correspond à ce qui était présenté dans le Porter à Connaissance. L'emplacement de l'implantation de la collecte de 8 pouces sur 150 ml a été contrôlé sur site. Il correspond à un corridor déjà utilisé pour une collecte existante ce qui en fait un itinéraire en effet idoine pour garantir la limitation voire l'absence d'impact envers la biodiversité, et l'absence de nécessiter de défrichement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bilan nomenclature / classement

Référence réglementaire : PAC du 30/05/2023
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Prescription contrôlée : Le PAC MAN DIR AHE 23 0093, présente les volumes d'activités du site sans mentionner les rubriques 1434 1b et 2 qui sont pourtant citées dans le courrier MAN-DIR-PCH-22-0184. L'exploitant doit donc clarifier cette situation.
Constats : L'exploitant est soumis aux rubriques 4339 et 4734. Les rubriques 1434-1b et 2 ne lui sont pas applicables.

<p>En effet les opérations de maintenances effectuées par l'hydrocureur ne relèvent pas des activités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles - Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation <p>L'hydrocureur collecte occasionnellement des liquides inflammables dans les tuyauteries pour les envoyer de manière gravitaire vers le bac de contaminants (R1503). Ce bac est relié à la cavité de stockage de contaminants par des collectes. L'hydrocureur peut également être utilisé pour pomper le fond de bac lorsque ce dernier nécessite une vidange complète. Toutefois, ces opérations sont ponctuelles, et réalisées dans le cadre de la maintenance des installations. Elles ne constituent donc pas des opérations de chargement ou déchargement.</p> <p>Les phénomènes dangereux liés à ces opérations sont toutefois bien à considérer dans l'étude de dangers, ce qui est la cas.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites inspection – PDI

Référence réglementaire : Inspection du 07/07/2022, Constat n°1*
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devait, dans le cadre de la révision de son POI, justifier de la conformité de son plan de défense incendie par rapport aux exigences de l'arrêté du 3/10/10. Ce point concerne le bac R1503.</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise à jour du POI est prévue pour fin 2023, début 2024.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a transmis la fiche POI associée à l'incident de prise en feu du bac R1503, qui est le seul scénario à étudier dans le cadre de l'article 43 de l'arrêté du 03/10/10. Cette fiche POI détaille les éléments essentiels liés à la stratégie de défense incendie sur cet équipement et notamment les points techniques requis (moyens fixes et mobiles, taux d'application retenu, quantité d'eau nécessaire...).</p> <p>L'exploitant devra revoir comme convenu la formalisation de ce document pour justifier des éléments requis par l'article 43 précité.</p> <p>En particulier, il doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier les deux scénarii (feu de bac et feu de nappe), ou a minima justifier qualitativement lequel des deux scénarios est majorant en terme de moyens à mettre en œuvre - justifier des temps de détection, d'activation des moyens fixes, mobiles, d'extinction et de sa capacité à maintenir le tapis de mousse pendant 2h après extinction - justifier la suffisance des moyens (eau, émulseur, ET humains) en comparant la quantité nécessaire et la quantité disponible sur site . Concernant les moyens humains, il devra justifier ce point en configuration dégradée (nuit, hors heure ouvrée, en fonction du système d'astreinte en place). Pour l'eau et l'émulseur, il pourra utiliser des courbes de montée en puissance. - préciser la stratégie de refroidissement en détaillant si des installations sont à refroidir conformément aux attentes de l'article 43 précité. - enfin s'assurer que le positionnement des moyens incendies est situé dans des zones de flux thermiques acceptables.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites inspection – Pompes en circuit ouvert

Référence réglementaire : Inspection du 07/07/2022, Constat n°2
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement en circuit ouvert des pompes
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de pompes fonctionnant en circuit ouvert. Si l'enjeu en termes de volume d'eau associée (30m3) est faible. Il devra préciser le planning de modification du fonctionnement de ces pompes.
Constats : L'exploitant poursuit son programme de mise en conformité. 4 pompes ont déjà fait l'objet des modifications prévues pour éviter le refroidissement en circuit ouvert. Les autres pompes seront remplacées/modifiées en 2026, 2027, et 2029. Cette campagne de remplacement fait l'objet d'une campagne multisites pour GEOSSEL. Les enjeux associés sont faibles considérant la quantité d'eau en jeu. Le calendrier proposé par l'exploitant est donc acceptable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suites inspection – Foudre

Référence réglementaire : Inspection du 29/09/2022, Constat n°1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant devait remettre à jour son ARF et développer la méthodologie adaptée en fonction des conclusions de l'ARF. L'exploitant devait mettre en place une procédure en cas d'impact foudre. L'exploitant devait justifier du suivi réalisé suite aux observations formulées dans le cadre des vérifications complètes et visuelles sur système de protection contre la foudre.
Constats : L'exploitant a réalisé son ARF en décembre 2022 (rapport transmis à l'inspection) ainsi que l'ETF basée sur cette ARF actualisée en février 2023. Le rapport de l'ETF, transmis à l'inspection précise qu'aucun travaux n'est à réaliser. Ces deux documents prennent en compte l'ensemble des installations (puits, pomperie, bâtiment administratif). L'exploitant a également mis en place une procédure en cas d'impact foudre qui prévoit une vérification visuelle systématique en cas d'impact foudre signalé dans le cadre de leur contrat "METEORAGE". Toute installation située à - de 100m d'un impact identifié est contrôlé. La procédure a été transmise à l'inspection. L'exploitant devra la compléter en indiquant plus précisément les actions de vérification à mener (en particulier les installations à contrôler, et la méthode de formalisation des résultats du contrôle). L'exploitant a pu justifier du suivi réalisé dans le cadre des vérifications suite aux impacts foudres. Ce suivi est formalisé par la tenue d'un tableau listant les dates d'impacts et associé pour chaque impact à une cartographie listant les impacts et les désordres éventuellement repérés lors de la

vérification visuelle. L'exploitant devra veiller à bien maintenir son suivi formalisé des opérations de vérifications périodiques visuelles et complètes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations en considérant les techniques les plus efficaces pour la protection de l'environnement dans son ensemble, dans des conditions économiquement et techniquement viables sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient également les informations suivantes : volume, produit stocké, équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.</p> <p>De plus, ce dernier s'était engagé à couvrir le bac R1503 d'un écran flottant et de modifier sa couleur pour limiter les émissions.</p> <p>Constats :</p> <p>Aucun rejet canalisé n'est recensé sur le site.</p> <p>Les rejets diffus ont fait l'objet d'un recensement, et d'une quantification initiale en 2020. Chaque point émetteur a fait l'objet de réflexion concernant une éventuelle possibilité de réduction des émissions associées.</p> <p>Depuis, tous les ans, l'exploitant, procède de la même manière en quantifiant ses rejets diffus en prenant en compte les opérations d'améliorations mises en oeuvre l'année N-1, sous réserve qu'elles aient démontré leur efficacité. Il est ainsi en mesure de fournir une évaluation de la quantité de COV rejetée.</p> <p>Concernant les rejets, l'exploitant a dressé la liste exhaustive de l'ensemble des points susceptibles d'être à l'origine de fuites. Ces points ont été "taggés" avec une vignette. Ils sont contrôlés une fois tous les 5 ans (en deux campagnes) dans le cadre d'un programme pluriannuel de contrôle portant sur les différents sites de Géosud en PACA.</p>

<p>L'exploitant procède dans l'année de la détection à une réparation de l'ensemble des fuites supérieures à 5000ppm.</p> <p>Tous les ans, en complément du programme pluriannuel de contrôle, l'exploitant vérifie l'efficacité de ces mesures correctives par la réalisation du mesure spécifique sur l'équipement concerné. L'ensemble des fuites détectées sont prises en compte dans le bilan.</p> <p>Le bilan des émissions (diffuses fugitives et non fugitives) montrent une diminution des rejets suite à la démarche menée en 2020 (passage d'environ 30t à 10t). Les mesures en cours de mise en oeuvre sur le poste principal d'émissions résiduel (bac de slops R1503) consistant à une modification de la couleur du bac, et à sa couverture par un toit flottant devraient permettre d'observer une diminution de l'ordre de 20 à 30% des émissions de ce poste (estimées à 7t soient 76% des émissions diffuses résiduelles). Les autres postes, plus faiblement émetteurs font tout de même l'objet de réflexion et de mesures de réductions dont la faisabilité et l'efficacité sont revues chaque année. Pour la campagne à venir, l'exploitant devra se positionner sur les mesures envisagées concernant le traitement des eaux et les tubes des cavités.</p> <p>Les méthodes de recensement, quantification, plan d'amélioration continue mis en oeuvre par l'exploitant est en rapport aux enjeux spécifiques du site.</p> <p>L'exploitant devra transmettre les rapports d'étude de quantification des émissions diffuses du site de Manosque 2020 et 2021 (2022 a déjà été transmis).</p> <p>L'exploitant devra également évaluer la proportion d'émissions fugitives associées à des fuites < 5000ppm afin de justifier de la pertinence de son choix de la valeur seuil à 5000ppm pour dimensionner son plan d'action correctif.</p> <p>Le niveau d'émission actuel ne soumet pas l'exploitant à la déclaration de ses émissions au registre national des émissions polluantes (GEREP).</p> <p>La méthodologie mise en oeuvre sera formalisée lors de la prochaine refonte de la base réglementaire du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eau – Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier de ses consommations d'eau, poste par poste, des milieux de prélèvements, de l'évolution au cours des dernières années, et des investissements liés à la réduction des consommations, et du taux d'eau recyclée utilisée dans le process (dans le cadre du fonctionnement courant – hors lessivage).</p> <p>L'arrêté cadre interdépartemental du 22/06/2023 relatif à la gestion et à la préservation de la ressource en eau en période d'étiage sur les axes Durance, Verdon, Siagne ainsi que l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE sont applicables à l'exploitant.</p> <p>Si l'axe Durance n'a pas encore été placé en alerte pour le moment, l'exploitant, s'il souhaite bénéficier d'une exemption ou d'une adaptation des contraintes, doit disposer d'un plan de sobriété hydrique.</p>

Constats :

L'exploitant est en cours de réalisation de son PSH.

Sur l'année 2023, l'arrêté cadre interdépartemental n'a pas été déclenché.

L'exploitant devra (notamment) veiller dans son PSH à bien identifier la consommation par poste, et il devra en particulier distinguer (et quantifier) :

- le total prélevé
- la quantité d'eau prélevée pour le site (total - eau barrage)
- la quantité d'eau transmise à Géométhane pour besoins incendies
- la quantité d'eau conservée pour besoins incendies Geosel
- la quantité d'eau réellement utilisée à des fins industrielles en justifiant des usages (travaux, process, épreuves réglementaires...).

Il devra veiller à lister les actions de réductions mises en œuvre ces dernières années le cas échéant (action, investissement, gain), et à proposer des actions conjoncturelles chiffrée de réduction en fonction des phases d'alerte, alerte renforcée, et crise (sur la base de l'eau utilisée à des fins industrielles).

Il devra également préciser sur quelle ressource il prélève, et les modalités de prélèvement. En particulier, considérant le système particulier de prélèvement d'eau du canal, pour remplir le barrage de la Laye, puis de prélèvement du barrage vers les installations (avec une quantité d'eau réservé puisque amenée par GEOSEL), l'exploitant doit être en mesure de justifier que l'eau qu'il utilise à des fins industrielles provient exclusivement de la ressource DURANCE.

Le modèle de PSH disponible sur le site de la DREAL PACA pourra servir de base de réflexion concernant les éléments attendus.

Ces éléments sont essentiels pour déterminer les modalités d'applicabilités des arrêtés cadres sécheresse, et les mesures qui seront demandées à l'exploitant en cas d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gerep – Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration Gerep – Eau

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en

milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : L'exploitant n'est pas soumis à la déclaration de ses émissions atmosphériques puisqu'il ne dépasse pas les seuils prévus (en particulier émissions annuelles de COVnM < 30t, émissions de benzène <1t). L'exploitant doit par contre déclarer ses prélèvements d'eau. Il doit donc demander l'ouverture d'un compte sur le registre national des émissions polluantes (GEREP). L'exploitant n'est pas soumis à la déclaration GEREPP concernant ses déchets, considérant les quantités en jeu (<2000t pour les non dangereux, < 2t pour les dangereux).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suites incident bisulfite

Référence réglementaire : Inspection du 23/01/2023,
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures mises en œuvre
Prescription contrôlée : L'exploitant avait identifié des mesures à mettre en œuvre afin d'éviter que l'incident de janvier 2023 (fuite de bisulfite) ne se reproduise. En particulier il devait mettre en place un système de gestion du niveau du réservoir de bisulfite permettant la détection rapide d'une fuite.
Constats : A ce jour l'exploitant a mis en œuvre un capteur de niveau, reporté en salle de contrôle. Il doit désormais finaliser la création d'un système d'alerte selon des critères à déterminer (niveau du bac, vitesse de baisse du niveau, débit des pompes) en fonction des possibilités techniques. Il informera l'inspection du système retenu et de sa mise en œuvre opérationnelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet